



Arrêt

n° 264 988 du 7 décembre 2021
dans les affaires X et X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. HASOYAN
Luikersteenweg 289, gelijkvloers
3500 HASSELT

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 27 septembre 2019, par M. X, qui déclare être de nationalité arménienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, pris le 4 septembre 2019 (enrôlée sous le n° X).

Vu la requête introduite le 27 septembre 2019, par M. X, qui déclare être de nationalité arménienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 4 septembre 2019 (enrôlée sous le n° X).

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu le dossier administratif commun et les notes d'observations.

Vu les ordonnances du 27 septembre 2021 convoquant les parties à l'audience du 22 octobre 2021.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. GREGOIRE *loco* Me F. HASOYAN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS *loco* Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Jonction des causes.

Les recours enrôlés sous les numéros X et X sont dirigés contre des actes pris le même jour à l'encontre de la partie requérante et sont connexes dès lors que l'interdiction d'entrée attaquée par la deuxième requête est l'accessoire de l'ordre de quitter le territoire, entrepris par la première requête. Il s'indique, afin d'éviter toute contradiction qui serait contraire à une bonne administration de la justice, de joindre les causes, afin de les instruire comme un tout et de statuer par un seul et même arrêt.

En conséquence, les affaires enrôlées sous les numéros X et X sont jointes.

2. Faits pertinents de la cause.

La partie requérante, née le 21 juillet 1992, est arrivée sur le territoire belge le 15 octobre 2009 pour y rejoindre sa mère.

Le 16 octobre 2009, la partie requérante a introduit une demande de protection internationale auprès des autorités belges qui a été jointe à celle introduite par sa mère le 18 mars 2009. Ces demandes se sont clôturées négativement le 31 août 2010 par un arrêt n° 47 470 du Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après « le Conseil »).

La partie requérante et sa famille ont introduit plusieurs demandes d'autorisation de séjour sur la base des articles 9bis et 9ter de la loi du 15 décembre 1980. Ces demandes se sont clôturées négativement et plusieurs ordres de quitter le territoire, dont un adopté le 28 octobre 2016 notamment, ont été pris à leur encontre.

Par un courrier daté du 4 décembre 2018, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. La partie défenderesse a pris une décision déclarant cette demande irrecevable le 19 septembre 2019.

Dans l'intervalle, soit le 4 septembre 2019, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire et une interdiction d'entrée sur le territoire belge et le territoire de l'espace Schengen d'une durée de deux ans, à l'encontre de la partie requérante, qui lui ont été notifiés le jour même.

Ces décisions constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire :

« MOTIF DE LA DECISION ET DE L'ABSENCE D'UN DELAI POUR QUITTER LE TERRITOIRE

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits et/ou constats suivants :

Article 7, alinéa 1^{er} :

■ 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2.

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa ou d'un titre de séjour valable au moment de son arrestation.

L'intéressé a été entendu le 04.09.2019 par la zone de police de ZP Montgomery et déclare avoir toute sa famille sur le territoire belge. Notons qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que si le lien familial entre des partenaires, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents et enfants majeurs, ni entre parents majeurs. Dans l'arrêt EZZOUHDI c. France (13 février 2001), la Cour européenne des droits de l'homme a rappelé que « les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ». Or, l'intéressé ne démontre pas entretenir de liens particuliers de dépendance étroites avec sa famille.

Eu égard au fait qu'il appert du dossier administratif que tous les membres de la famille séjournent illégalement sur le territoire, l'intéressé ne peut pas affirmer qu'il est séparé d'eux. Comme lui, tous les membres de la famille séjournent illégalement dans le Royaume et n'ont donc pas de droit de séjour. Par conséquent, la violation de l'article 8 de la CEDH ne peut pas être invoquée. La famille complète peut se construire un nouvel avenir dans son pays d'origine. Toute la famille devra quitter la Belgique.

Aussi, l'intéressé déclare avoir une partenaire depuis deux ans. L'intéressé ne vit pas avec sa nouvelle partenaire et n'a donc pas de ménage commun. Par conséquent, ce partenariat ne peut être assimilé à un mariage et il ne s'agit pas d'une vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH. De plus, l'intéressé ne démontre pas qu'il serait impossible de développer une vie de famille dans son pays d'origine. Le simple fait que sa compagne ne puisse pas être contrainte de quitter le territoire belge, ne signifie pas qu'elle ne puisse pas suivre l'intéressé de manière volontaire en Arménie. L'intéressé et sa compagne savaient dès le début qu'une vie de famille en Belgique était précaire, vu la situation de séjour illégale de l'intéressé. Depuis le pays d'origine l'intéressé peut suivre les procédures correctes à travers le poste diplomatique ou consulaire compétent afin de pouvoir rendre visite à sa compagne en Belgique. L'intéressé peut également entretenir un lien avec sa compagne grâce aux moyens modernes de communication. Par ailleurs, l'intéressé déclare avoir ses amis en Belgique. Les attaches sociales nouées durant la longueur de son séjour sur le territoire ne le dispensent pas d'entrer et de séjourner légalement sur le territoire. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 8 de la CEDH. En outre, l'intéressé ne déclare pas avoir d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 de la CEDH. Ainsi, le délégué du Ministre a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

■ Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite.

■ Article 74/14 § 3, 2° : le ressortissant d'un pays tiers n'a pas respecté la mesure préventive imposée.

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

- 4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 16.08.2016 qui lui a été notifié le 06.09.2016. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette décision.

Reconduite à la frontière

MOTIF DE LA DECISION :

*En application de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé à la frontière, à l'exception des frontières des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen*2' pour les motifs suivants :*

Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

- 4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 16.08.2016 qui lui a été notifié le 06.09.2016. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette décision.

L'intéressé ne donne aucune raison pour laquelle il ne peut pas retourner dans son pays d'origine.

Maintien

MOTIF DE LA DECISION

En application de l'article 7, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'intéressé doit être détenu sur base du fait que l'exécution de sa remise à la frontière ne peut être effectuée immédiatement et sur la base des faits suivants :

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

- 4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 16.08.2016 qui lui a été notifié le 06.09.2016. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette décision.

Etant donné ce qui précède, il y a lieu de conclure que l'intéressé n'a pas la volonté de respecter les décisions administratives prises à son égard et qu'il risque donc de se soustraire aux autorités compétentes. De ce fait, le maintien à la disposition l'Office des Etrangers s'impose.

Vu que l'intéressé ne possède aucun document de voyage valable au moment de son arrestation, il doit être maintenu à la disposition de l'Office des Etrangers pour permettre l'octroi par ses autorités nationales d'un titre de voyage ».

- En ce qui concerne l'interdiction d'entrée :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que :

- 1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire et;
- 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie.

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

- 4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.
L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 16.08.2016 qui lui a été notifié le 06.09.2016. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté cette décision.

Motifs pour lesquels une interdiction d'entrée est infligée à l'intéressé.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de deux ans, parce que :

L'intéressé a été entendu le 04.09.2019 par la zone de police de ZP Montgomery et déclare avoir toute sa famille sur le territoire belge. Notons qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que si le lien familial entre des partenaires, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents et enfants majeurs, ni entre parents majeurs. Dans l'arrêt EZZOUHDI c. France (13 février 2001), la Cour européenne des droits de l'homme a rappelé que « les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ». Or, l'intéressé ne démontre pas entretenir de liens particuliers de dépendance étroites avec sa famille. Eu égard au fait qu'il appert du dossier administratif que tous les membres de la famille séjournent illégalement sur le territoire, l'intéressé ne peut pas affirmer qu'il est séparé d'eux. Comme lui, tous les membres de la famille séjournent illégalement dans le Royaume et n'ont donc pas de droit de séjour. Par conséquent, la violation de l'article 8 de la CEDH ne peut pas être invoquée. La famille complète peut se construire un nouvel avenir dans son pays d'origine. Toute la famille devra quitter la Belgique.

Aussi, l'intéressé déclare avoir une partenaire depuis deux ans. L'intéressé ne vit pas avec sa nouvelle partenaire et n'a donc pas de ménage commun. Par conséquent, ce partenariat ne peut être assimilé à un mariage et il ne s'agit pas d'une vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH. De plus, l'intéressé ne démontre pas qu'il serait impossible de développer une vie de famille dans son pays d'origine. Le simple fait que sa compagne ne puisse pas être contrainte de quitter le territoire belge, ne signifie pas qu'elle ne puisse pas suivre l'intéressé de manière volontaire en Arménie. L'intéressé et sa compagne savaient dès le début qu'une vie de famille en Belgique était précaire, vu la situation de séjour illégale de l'intéressé. Depuis le pays d'origine l'intéressé peut suivre les procédures correctes à travers le poste diplomatique ou consulaire compétent afin de pouvoir rendre visite à sa compagne en Belgique. L'intéressé peut également entretenir un lien

avec sa compagne grâce aux moyens modernes de communication. Par ailleurs, l'intéressé déclare avoir ses amis en Belgique. Les attaches sociales nouées durant la longueur de son séjour sur le territoire ne le dispensent pas d'entrer et de séjourner légalement sur le territoire. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 8 de la CEDH. En outre, l'intéressé ne déclare pas avoir d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 de la CEDH. Ainsi, le délégué du Ministre a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge. Considérant l'ensemble de ces éléments et l'intérêt du contrôle de l'immigration, une interdiction d'entrée de 2 ans n'est pas disproportionnée ».

3. Questions préalables.

3.1. Recevabilité du recours dirigé contre le premier acte attaqué.

3.1.1. La partie défenderesse soulève, dans sa note d'observations, l'irrecevabilité du recours en ce qu'il est dirigé contre le premier acte attaqué en raison d'ordres de quitter le territoire antérieurs, devenus définitifs.

3.1.2. Il ressort de la jurisprudence du Conseil d'Etat, à laquelle le Conseil se rallie, qu'un ordre de quitter le territoire est purement confirmatif d'un ordre de quitter le territoire antérieur, lorsque le dossier ne révèle pas que la partie défenderesse ait procédé à un réexamen de la situation du requérant à l'occasion de la prise de l'ordre de quitter le territoire ultérieur.

Or, la partie défenderesse a réexaminé la situation de la partie requérante lorsqu'elle décide, comme en l'espèce, d'assortir le nouvel ordre de quitter le territoire d'une décision de maintien dans un lieu déterminé, au contraire de l'ordre de quitter le territoire pris précédemment (en ce sens, C.E., arrêt n° 231.289 du 21 mai 2015).

L'exception d'irrecevabilité soulevée à l'encontre du premier acte attaqué ne peut en conséquence être accueillie.

3.2. Irrecevabilité de ce recours en ce qu'il est dirigé contre la décision de maintien dans un lieu déterminé.

Le Conseil n'est pas compétent pour connaître du recours enrôlé sous le n° X en ce qu'il est dirigé contre la décision de privation de liberté, laquelle n'est en effet susceptible que d'un recours auprès de la Chambre du conseil du Tribunal correctionnel compétent, en vertu de l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980. Le recours n'est dès lors pas recevable quant à ce.

4. Exposé des moyens d'annulation.

4.1. A l'encontre du premier acte attaqué, la partie requérante prend un premier moyen qui s'avère être unique, libellé comme suit :

« Verzoeker meent de volgende middelen te kunnen aanvoeren tegen de motivatie van de bestreden beslissing :

Eerste middel:

- I. Schending van artikel 74/13 van de Wet van 15.12.1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen juncto de materiële motiveringsplicht en het legaliteitsbeginsel als algemene beginselen van behoorlijk bestuur
- II. Schending van de materiële motiveringsplicht juncto art. 8 van het EVRM en artikel 12 van het Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden

(E.V.R.M.) en artikel 23 van het Internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten

Verzoeker wenst in eerste in eerste instantie te accentueren dat na indiening van de aanvraag ex art. 9bis vreemdelingenwet, DVZ verzoeker niet zomaar uitwijzen, een BGV afleveren, of verzoeker opsluiten voor repatriëring. Verwerende partij moet eerst nagaan welke elementen en argumenten men inroept (zie: *RvS nr 196.577 van 1 oktober 2009 en nr 198.507 van 3 december 2009*).

Bij de individuele beoordeling moeten alle relevante elementen in overweging genomen worden zoals leeftijd, gezondheid en sociale situatie, wat in casu niet gebeurde.

Verzoeker had op hert ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing een procedure art. 9bis vrw. hangende, dewelke nog niet werd beslecht door verwerende partij. Minstens had verwerende partij op datum van de invrijheidstelling van verzoeker kennis van dit cruciaal gegeven.

Uit het administratief dossier blijkt ook immers dat verzoeker al reeds een geruime tijd in België verblijft samen met zijn gezin.

Tevens heeft hij expliciet verklaard dat hij een affectieve relatie beleeft met zijn EU partner en zulks al gedurende twee jaar.

Artikel 5 Terugkeerrichtlijn 2008/115/EG verplicht de staten om bij de uitvoering ervan rekening te houden met de gezins- en familiale situatie van de betrokkene.

Dit artikel heeft rechtstreekse werking en werd onlangs ook omgezet in het Belgisch recht, conform artikel 74/13 van de vreemdelingenwet.

Art. 20 van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de vreemdelingenwet stelt uitdrukkelijk dat: *"Art. 74/13. Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land. "*

Er werd door de Belgische staat onzorgvuldig onderzoek gevoerd naar de concrete situatie van verzoeker.

Uit het administratief dossier blijkt ook immers dat verzoeker al reeds een geruime tijd in België verblijft samen met zijn gezin.

Tevens heeft hij expliciet verklaard dat hij een affectieve relatie onderhoudt met zijn EU partner.

De stukken hier aangaande werden al reeds aan het administratief dossier gevoegd en zijn gekend aan verwerende partij.

De bestreden beslissing houdt derhalve op **geen enkele wijze rekening met deze belangrijke omstandigheid**, terwijl deze toestand wel degelijk goed gekend is door de overheid.

Dat verzoeker in afwachting van de behandeling van zijn 9bis aanvraag uiteraard niet in staat is om het grondgebied te verlaten.

Dat verwerende partij hier grovelijk onzorgvuldig is te werk gegaan bij het nemen van de bestreden beslissing.

Art. 8 van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden stelt uitdrukkelijk:

"Recht op eerbiediging van privé-, familie- en gezinsleven

1. Een ieder heeft recht op respect voor zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. ”

Onlangs heeft de Raad van State het volgende gesteld:

“artikel 8 EVRM als hogere norm boven de vreemdelingenwetwet primeert; dat de algemene stelling dat een correcte toepassing van de vreemdelingenwet geen schending van art. 8 kan uitmaken niet volstaat; dat de toepassing van de vreemdelingenwet bij het nemen van de bestreden beslissing, zeker wat betreft het bevel om het grondgebied te verlaten, aan de voorwaarden van art. 8 van het EVRM moet worden getoetst (...) met name wat betreft de noodzaak in een democratische samenleving van inmenging in het gezinsleven van de verzoekende partij en wat betreft de afweging tussen de belangen van de staat enerzijds en van de verzoekende partij en haar kinderen anderzijds.”¹

Wanneer de schending van artikel 8 van het EVRM wordt ingeroepen volgt de RvV sedert de arresten van de algemene vergadering van 17 februari 2011 de volgende redenering:

In de eerste plaats dient er te worden onderzocht of er een gezinsleven bestaat ?

Om van een schending van art. 8 van het EVRM te kunnen spreken moet er sprake zijn van een **effectief beleefde gezinssituatie of van een voldoende hechte relatie** tussen de vreemdeling en zijn familie (R.v. V, nr. 11.801, 27.05.208).

Het begrip *gezinsleven* vervat in art. 8 van het EVM is een autonoom begrip dat onafhankelijk van het nationaal recht dient te worden geïnterpreteerd.

Dit is een feitenkwestie.

In tegenstelling tot de redenering van verwerende partij kan er aan de hand van de stukken van het AD worden geconcludeerd dat verzoeker een affectieve relatie heeft met een EU onderdaan.

Dit gegeven wordt tevens niet betwist door verwerende partij. Verzoeker heeft zulks ook expliciet verklaard in de bestreden beslissing.

De RvV vervolgt in zijn arresten van 17/02/2011 dat het de taak van het bestuur is om, vooraleer te beslissen, een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek te doen van de zaak en dit op grond van de omstandigheden waarvan het kennis heeft of zou moeten hebben aangezien dit artikel primeert op de bepalingen van de vreemdelingenwet².

Wanneer het bestuur voornoemd onderzoek niet heeft uitgevoerd, moet de bestreden beslissing worden vernietigd.

De vreemdeling in casu dient derhalve aannemelijk te maken dat hij een feitelijk gezin vormt met een Belg of een vreemdeling met een legaal verblijf in België, wat in casu het geval is en zulks niet wordt betwist door verwerende partij.

Verzoeker heeft tevens in België een zeer sterke afhankelijkheidsgraad gecreëerd met zijn partner, om reden dat hij samen woont met haar en zij instaat voor de betaling van hun woonst en nutsvoorzieningen.

“ Uit voornoemd motief blijkt dat verweerder een aanzet geeft tot een onderzoek of verzoeker een beschermenswaardige relatie heeft, maar niet verder komt dat een algemene theorievorming over het begrip 'gezinsleven'. Het motief bevat geen besluit aangaande de toepassing van artikel 8 EVRM, in het bijzonder de concrete beoordeling van het al dan niet beschermenswaardige karakter van de feitelijke samen woonst. De Raad kan alleen maar vaststellen dat uit de motieven van de

bestreden beslissing niet blijkt dat de gemachtigde bij het nemen van deze beslissingen is tegemoet gekomen aan de beoordeling die hem toekwam in het licht van artikel 8 van het EVRM. Uit het voorgaande blijkt dat verwerende partij op het eerste gezicht geen zorgvuldig onderzoek heeft gevoerd naar alle relevante feiten en omstandigheden in het licht van artikel 8 van het EVRM. Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel in het licht van artikel 8 van het EVRM wordt op het eerste gezicht aannemelijk gemaakt. In de mate dat artikel 8 van het EVRM een zorgvuldig onderzoek vereist naar alle relevante feiten en omstandigheden, wordt op het eerste gezicht een schending van deze RvV 204 231 -Pagina 1, bepaling eveneens aannemelijk gemaakt (EHRM11 juli 2000, Ciliz/Nederland, § 66; EHRM 10 juli 2014, Mugenzi/Fr ankrijk, § 46; EHRM 10 juli 2014, Tanda-Muzinga/Fr ankrijk, § 68). ”³

Verzoeker heeft geen enkele gezins- en/of familielid in het land van herkomst.

Beperkingen op art. 8 van het EVRM dienen in een juiste verhouding te staan tot de nagestreefde doelstelling van het algemeen belang. In die zin verklaart het EVRM dat bepaalde grondrechten aan geen andere beperkingen zijn onderworpen *“dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen, (art. 8, lid 2 EVRM).”*

Dat het EHRM meermaals geoordeeld heeft dat het gezinsleven zich beperkt tot het **kerngezin** waaronder de echtgenoten, de minderjarige kinderen of financieel afhankelijke meerderjarige kinderen en de ouders worden verstaan (*Slivenko v. Latvia, nr. 48321/99, 9 oktober 2003*).

- In tweede instantie dient er te worden onderzocht of er een inmenging is in het gezinsleven?

Het gaat in casu om beëindiging van een voortgezet verblijf, dan is er in se een inmenging en dient art. 8, tweede lid van het EVRM te worden toegepast. Het recht op het gezinsleven is niet absoluut.

M.a.w. de inmenging is toegestaan als zij voorzien is bij wet, een legitiem doel nastreeft bepaald in het tweede lid en noodzakelijk is in een democratische samenleving om dit doel te bereiken.

M.a.w. er dient een balans te worden, een afweging te worden gemaakt, een evenwicht gezocht te worden tussen het rechten van de individu en de rechten van de staat.

Om te weten hoe deze balans dient gemaakt te worden dient volgens het EHRM rekening te worden gehouden met de volgende omstandigheden en beginselen⁴:

- de aard en de ernst van het door betrokken gepleegde misdrijf: verzoeker wordt niet verdacht misdrijven te hebben gepleegd in het Rijk.
- de duur van het verblijf in het land waaruit hij uitgewezen wordt: verzoeker verblijft blijkende uit zijn AD al langer dan 10 jaar in België. Hij is als een minderjarige naar België gekomen met zijn moeder en broers. Verzoeker heeft steeds met zijn ouders gewoond en heeft steeds één gezinsleven gevormd met hen. Verzoeker heeft al langer dan twee jaar een partner, die de EU nationaliteit bezit.
- de gezinstoestand van betrokkene en andere factoren die getuigen van een effectief gezinsleven : aan de hand van de diverse objectieve stukken blijkt dat verzoeker alreeds een geruime tijd één gezin vormde met zijn moeder en broers en dat hij tevens verklaard heeft al langer dan twee jaar een affectieve relatie te hebben met een EU onderdaan
- de ernst van de moeilijkheden die verzoeker zou ondervinden in het land waarnaar betrokkene zou worden uitgewezen: verzoeker is in het jaar ‘2009-‘2010 naar België gebracht door zijn moeder. Hij heeft buiten zijn moeder en broers niemand meer in Armenië bij wie hij terecht kan na een afwezigheid van 10 jaar. Verzoeker heeft totaal geen sociale, culturele en economische bindingen meer met Armenië.

Verwerende partij betwist niet dat verzoeker één gezinsleven vormt met zijn EU partner.

De RvV vervolgt in zijn arresten van 17/02/2011 dat het de taak van het bestuur is om, vooraleer te beslissen, een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek te doen van de zaak en dit op grond van de omstandigheden waarvan het kennis heeft of zou moeten hebben aangezien dit artikel primeert op de bepalingen van de vreemdelingenwet⁵.

Wanneer het bestuur voornoemd onderzoek niet heeft uitgevoerd, moet de bestreden beslissing worden vernietigd.

Ten overvloed van feit en recht blijkt dat verwerende partij in de bestreden beslissingen voornoemd onderzoek niet heeft gevoerd.

De relatie tussen verzoeker met zijn partner valt dus automatisch onder de bescherming van art. 8 van het EVRM.

Hieruit valt af te leiden dat verzoekster onder art. 8 van het E.V.R.M - bescherming en eerbiediging van het recht op een familiale- en gezinsleven - ressorteert, met dien verstande dat het band van bloed en aanverwantschap onomstootbaar vaststaat en daar deze familiale band tevens voldoende hecht is, zoals blijkt uit de bijgebrachte stukken in het AD en de objectieve vaststellingen van verwerende partij.

Het is voor verzoeker bijgevolg onmogelijk om in het land van herkomst nog een familieleven te leiden of verder te zetten.

De Belgische rechtspraak vereist geen absolute onmogelijkheid, doch enkel dat het in redelijkheid niet kan worden verwacht dat het samenleven wordt verder gezet/hersteld in het land van herkomst.⁶

Bovendien is het zeer moeilijk voor verzoeker om een gezinsleven te hebben in het land van herkomst, om reden dat aldaar geen familie meer is en derhalve niet mogelijk is om in het land van herkomst nog een waardig en effectief gezinsleven te leiden.

Het is echter niet redelijk te verantwoorden om van de partner van verzoeker te verwachten om naar Armenië te verhuizen om aldaar hun gezinsleven verder te zetten aangezien zij een bestendig sociaal bestaan heeft opgebouwd in België en tevens werkzaam is middels een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur.

Aangezien verwerende partij heeft nagelaten om een eventuele schending van art. 8 EVRM te onderzoeken voor aleer het afleveren van de desbetreffende bevel, rekening houdende met de gezins- en familiale situatie van verzoeker.

De minister van Binnenlandse Zaken heeft de plicht zijn beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoelen op correcte feitenvinding en alle bij gebrachte bewijsstukken.

Dat er geval per geval moet gekeken worden naar de concrete omstandigheden en concrete documenten van de zaak, wat in casu niet gebeurd is.

‘Bij de vaststelling en waardering van de feiten, waarop het besluit rust, moet de nodige zorgvuldigheid worden betracht (*SUETENS, LP. en BOES, M, administratief recht, Leuven, ACCO, 1990, 31*)’.

‘Ambtenaren mogen zich niet gedragen als slecht geprogrammeerde automaten (*R.v.St., REESKENS, nr. 20.602, 30 september 1980, R.W. 1982-82, 36, noot LAMBRECHTS, W.*)

De Raad van State eist dat de overheid tot haar voorstelling van de feiten (*R.v.St. SPELEERS, nr. 21.037, 17 maart 1981*) en tot de feitenvinding (*R.v.St. VAN KOUTER, nr. 21.094, 17 april 1981*) komt met inachtneming van de zorgvuldigheidsplicht.

Uit de zorgvuldigheidsplicht bij de feitenvinding vloeit voort dat in beginsel geenfeiten als bewezen of niet bewezen worden beschouwd zonder bij de betrokkene **direct en persoonlijk** inlichtingen te vragen of hem in de gelegenheid te stellen de stukken over te leggen die naar zijn oordeel zijn voorstelling van de feiten of van zijn toestand geloofwaardig maken (*R.v.St., THJJS, nr. 24.651, 18 september 1984, R.W., 1984-85, 946; LAMBRECHTS, W. Geschillen van bestuur, 43*).

De bestreden beslissing komt tekort aan de zorgvuldigheidsplicht.

Dit maakt dan ook onbehoorlijk gedrag uit van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Dat het middel bijgevolg ernstig is.

De bestreden beslissing in casu het bevel om het grondgebied te verlaten die in casu werd getroffen opzichtsens verzoeker komt aan die verplichting niet tegemoet en is daarom onregelmatig.

¹ RvS 26 mei 2009, nr. 193.522, *T. Vreemd.* 2012, 150;

² RvS 26 mei 2009, nr. 193.522, *T. Vreemd.* 2012, 150; 22 december 2010, nr. 210.029, *T. Vreemd* 2011, 31; *TBR* 2011, 588; 13 december 2011, nr. 216.837.

³ Arrest RvV nr. 186 650 van 9 mei 2017 in de zaak RvV 204 231 / IX.

⁴ EHRM 18 oktober 2006, Uner/Nederland, §§ 57 en 58, *T. Vreemd.* 2007, 62; *RW* 2008-09, 1530.

⁵ RvS 26 mei 2009, nr. 193.522, *T. Vreemd.* 2012, 150; 22 december 2010, nr. 210.029, *1 Vreemd* 2011, 31; *TBP* 2011, 588; 13 december 2011, nr. 216.837.

⁶ RvS 19 augustus 1999, nr. 82.119 ».

4.2. A l'encontre du deuxième acte attaqué, la partie requérante prend un moyen unique, libellé comme suit :

« Verzoeker meent de volgende middelen te kunnen aanvoeren tegen de motivatie van de bestreden beslissing :

- I. Schending van artikel 74/11.1 van de Wet van 15.12.1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen juncto de materiële motiveringsplicht en het legaliteitsbeginsel als algemene beginselen van behoorlijk bestuur
- II. Schending van de materiële motiveringsplicht juncto art. 8 van het EVRM en artikel 12 van het Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (E.V.R.M.) en artikel 23 van het Internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten

Art. 74/11 vrw. stelt het volgende:

“§ 1 De duur van het inreisverbod wordt vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval. De beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod van maximum drie jaar in volgende gevallen :

1° indien voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan of; 2° indien een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd.

[De maximale termijn van drie jaar bedoeld in het tweede lid wordt op maximum vijf jaar gebracht indien:

1° de onderdaan van een derde land fraude heeft gepleegd of andere onwettige middelen heeft gebruikt, teneinde toegelaten te worden tot het verblijf of om zijn recht op verblijf te behouden; 2° de onderdaan van een derde land een huwelijk, een partnerschap of een adoptie uitsluitend heeft aangegaan om toegelaten te worden tot verblijf of om zijn recht op verblijf in het Rijk te behouden.]

De beslissing tot verwijdering kan gepaard gaan met een inreisverbod van meer dan vijfjaar, indien de onderdaan van een derde land een ernstige bedreiging vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid.

§ 2. De minister of zijn gemachtigde onthoudt zich er van een inreisverbod op te leggen wanneer hij het verblijf van de onderdaan van een derde land overeenkomstig artikel 61/3, § 3, of 61/4, § 2 beëindigt, onverminderd § 1, tweede lid, 2°, op voorwaarde dat hij geen gevaar vormt voor de openbare orde of nationale veiligheid. De minister of zijn gemachtigde kan zich onthouden van het opleggen van een inreisverbod in individuele gevallen, omwille van humanitaire redenen.

§ 3. Het inreisverbod treedt in werking de dag waarop de beslissing met betrekking tot het inreisverbod wordt betekend.

Het inreisverbod kan niet ingaan tegen de bepalingen betreffende het recht op internationale bescherming, zoals gedefinieerd in de artikelen 9ter, 48/3 en 48/4.]

Art. 71/11 vrw. bepaalt aldus dat de duur van het inreisverbod vastgesteld wordt door rekening te houden met specifieke omstandigheden van elk geval. De beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod van maximum drie jaar in volgende gevallen zoals o.a. indien voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan of indien een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd (...).

Artikel 74/11 bepaalt uitdrukkelijk dat de termijn maximaal 3 jaar bedraagt. Dit betekent dan ook dat een termijn van minder dan 3 jaar mogelijk, eventueel zelfs wenselijk is.

Artikel 74/11 al. 1 vrw. stelt daarenboven expliciet dat bij het bepalen van het duur van het inreisverbod, tevens rekening moet worden gehouden met specifieke omstandigheden van elk geval.

Bovendien impliceert het verplicht opleggen van een inreisverbod immers niet dat daarbij de maximumtermijn van drie jaar wordt opgelegd, noch dat een nadere motivering enkel voor het bepalen van een lagere termijn nodig zou zijn (RvS 18 december 2013, nr. 225.871).

Er wordt in concreto een inreisverbod van twee jaar opgelegd om reden dat er kennelijk een risico op onderduiken bestaande zou zijn in hoofde van verzoeker.

Verwerende partij verwijst immers naar één bevel om het grondgebied te verlaten dd. 16/08/2019. Dit volstaat uiteraard niet.

Tevens is er één gekende verblijfsprocedure in hoofde van verzoeker dewelke thans nog hangende is bij verwerende partij en waarmede zij totaal geen rekening mee heeft gehouden bij het treffen van het inreisverbod van twee jaar.

Er werd door de Belgische staat onzorgvuldig onderzoek gevoerd naar de concrete situatie van verzoeker.

In het bijzonder werd er geen rekening gehouden met de specifieke omstandigheden van het voorliggend geval en is verzoeker de stelling toegedaan dat de specifieke omstandigheden van zijn geval niet afdoende in aanmerking werden genomen door verwerende partij.

Het risico op onderduiken moet worden vastgesteld aan de hand van een individueel onderzoek en rekening houdend met alle omstandigheden eigen aan het geval (artikel 1, § 2 vrw.).

De aanbevelingen van de Europese Commissie stelt in zijn Terugkeerhandboek om uit te gaan van een combinatie van verschillende criteria.

De aanwezigheid van één (of meerdere) bovengenoemde criteria mag niet automatisch leiden tot het besluit dat er sprake is van een risico op onderduiken.

Automatisch besluiten tot risico op onderduiken op basis van bijvoorbeeld onwettige binnenkomst of gebrek aan documenten moet vermeden worden, wat in casu het geval is in hoofde van verzoeker.

Zoals supra beschreven kan er niet worden aangenomen dat verzoeker de intentie had om in België onder te duiken.

Integendeel: na indiening van de aanvraag, mag de DVZ verzoeker niet zomaar uitwijzen, een BGV afleveren, of verzoeker opsluiten voor repatriëring. Verwerende partij moet eerst nagaan welke elementen en argumenten men inroept (zie: RvS nr 196.577 van 1 oktober 2009 en nr 198.507 van 3 december 2009).

Bij de individuele beoordeling moeten alle relevante elementen in overweging genomen worden zoals leeftijd, gezondheid en sociale situatie, wat zoals supra uiteengezet niet gebeurde. Verzoeker had op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing een procedure art. 9bis vrw. hangende, dewelke niet voor betwisting vatbaar is.

Art. 8 van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden stelt uitdrukkelijk:

“Recht op eerbiediging van privé-, familie- en gezinsleven

1. Een ieder heeft recht op respect voor zijn privé leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn correspondentie.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan in de uitoefening van dit recht, dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.”

Onlangs heeft de Raad van State het volgende gesteld:

“artikel 8 EVRM als hogere norm boven de vreemdelingenwetwet primeert; dat de algemene stelling dat een correcte toepassing van de vreemdelingenwet geen schending van art. 8 kan uitmaken niet volstaat; dat de toepassing van de vreemdelingenwet bij het nemen van de bestreden beslissing, zeker wat betreft het bevel om het grondgebied te verlaten, aan de voorwaarden van art. 8 van het EVRM moet worden getoetst (...) met name wat betreft de noodzaak in een democratische samenleving van inmenging in het gezinsleven van de verzoekende partij en wat betreft de afweging tussen de belangen van de staat enerzijds en van de verzoekende partij en haar kinderen anderzijds”¹

Wanneer de schending van artikel 8 van het EVRM wordt ingeroepen volgt de RvV sedert de arresten van de algemene vergadering van 17 februari 2011 de volgende redenering:

In de eerste plaats dient er te worden onderzocht of er een gezinsleven bestaat ?

Om van een schending van art. 8 van het EVRM te kunnen spreken moet er sprake zijn van een effectief beleefde gezinssituatie of van een voldoende hechte relatie tussen de vreemdeling en zijn familie (R.v.V., nr. 11.801, 27.05.208).

Het begrip *gezinsleven* vervat in art. 8 van het EVM is een autonoom begrip dat onafhankelijk van het nationaal recht dient te worden geïnterpreteerd.

Dit is een feitenkwestie.

Aan de hand van de diverse bijgebrachte stukken en het AD van verzoeker blijkt onstuitbaar dat verzoeker door zijn moeder naar België werd gebracht.

Het kan ter zake niet ernstig betwist worden dat verzoeker steeds één gezin heeft gevormd met zijn moeder en broers, die allen thans in België verblijven en dezelfde verblijfsprocedure heeft gevolgd in het Rijk.

Tevens heeft verzoeker verklaard dat hij een partner heeft in het Rijk met wie hij samenwoont.

De RvV vervolgt in zijn arresten van 17/02/2011 dat het de taak van het bestuur is om, vooraleer te beslissen, een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek te doen van de zaak en dit op grond van de omstandigheden waarvan het kennis heeft of zou moeten hebben aangezien dit artikel primeert op de bepalingen van de vreemdelingenwet².

Wanneer het bestuur voornoemd onderzoek niet heeft uitgevoerd, moet de bestreden beslissing worden vernietigd.

De vreemdeling in casu dient derhalve aannemelijk te maken dat hij een feitelijk gezin vormt met een Belg of een vreemdeling met een legaal verblijf in België, wat in casu het geval is.

Verzoeker verblijft - zoals hier voren vermeld - al reeds een geruime tijd in België, waarover meer in zijn AD. Tevens heeft hij een EU partner bij wie hij samen woont.

Verzoeker heeft geen enkele gezins- en/of familielid in zijn land van herkomst. Hij is immers als minderjarige door zijn moeder naar België gebracht en heeft zijn volledig leven sedertdien alhier doorgebracht.

Beperkingen op art. 8 van het EVRM dienen in een juiste verhouding te staan tot de nagestreefde doelstelling van het algemeen belang. In die zin verklaart het EVRM dat bepaalde grondrechten aan geen andere beperkingen zijn onderworpen *“dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van de nationale veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, het voorkomen van wanordelijkheden en strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen, (art. 8, lid 2 EVRM).”*

- In tweede instantie dient er te worden onderzocht of er een inmenging is in het gezinsleven?

Het gaat in casu om beëindiging van een voortgezet verblijf, dan is er in se een inmenging en dient art. 8, tweede lid van het EVRM te worden toegepast. Het recht op het gezinsleven is niet absoluut.

M.a.w. de inmenging is toegestaan als zij voorzien is bij wet, een legitiem doel nastreeft bepaald in het tweede lid en noodzakelijk is in een democratische samenleving om dit doel te bereiken.

M.a.w. er dient een balans te worden, een afweging te worden gemaakt, een evenwicht gezocht te worden tussen het rechten van de individu en de rechten van de staat.

Om te weten hoe deze balans dient gemaakt te worden dient volgens het EHRM rekening te worden gehouden met de volgende omstandigheden en beginselen³:

- de aard en de ernst van het door betrokken gepleegde misdrijf: verzoeker wordt niet verdacht misdrijven te hebben gepleegd in het Rijk.
- de duur van het verblijf in het land waaruit hij uitgewezen wordt: verzoeker verblijft blijkende uit zijn AD al langer dan 10 jaar in België. Hij is als een minderjarige naar België gekomen met zijn moeder en broers. Verzoeker heeft steeds met zijn ouders gewoond en heeft steeds één gezinsleven gevormd met hen. Verzoeker heeft al langer dan twee jaar een partner, die de EU nationaliteit bezit.
- de gezinstoestand van betrokkene en andere factoren die getuigen van een effectief gezinsleven : aan de hand van de diverse objectieve stukken blijkt dat verzoeker al reeds een

geruime tijd één gezin vormde met zijn moeder en broers en dat hij tevens verklaard heeft al langer dan twee jaar een affectieve relatie te hebben met een EU onderdaan

- de ernst van de moeilijkheden die verzoeker zou ondervinden in het land waarnaar betrokkene zou worden uitgewezen: verzoeker is in het jaar '2009-'2010 naar België gebracht door zijn moeder. Hij heeft buiten zijn moeder en broers niemand meer in Armenië bij wie hij terecht kan na een afwezigheid van 10 jaar. Verzoeker heeft totaal geen sociale, culturele en economische bindingen meer met Armenië.

De RvV vervolgt in zijn arresten van 17/02/2011 dat het de taak van het bestuur is om, vooraleer te beslissen, een zo nauwkeurig mogelijk onderzoek te doen van de zaak en dit op grond van de omstandigheden waarvan het kennis heeft of zou moeten hebben aangezien dit artikel primeert op de bepalingen van de vreemdelingenwet⁴.

Wanneer het bestuur voornoemd onderzoek niet heeft uitgevoerd, moet de bestreden beslissing worden vernietigd.

De relatie tussen verzoeker met zijn EU partner valt dus automatisch onder de bescherming van art. 8 van het EVRM.

Het is voor verzoeker bijgevolg onmogelijk om in het land van herkomst nog een familieleven te leiden of verder te zetten. De Belgische rechtspraak vereist geen absolute onmogelijkheid, doch enkel dat het in redelijkheid niet kan worden verwacht dat het samenleven wordt verder gezet/hersteld in het land van herkomst.⁵

Bovendien is het zeer moeilijk voor verzoeker om een gezinsleven te hebben in het land van herkomst, om reden dat aldaar geen familie meer is en derhalve niet mogelijk is om in het land van herkomst nog een waardig en effectief gezinsleven te leiden.

Verzoeker zal bij de opvolging van de bestreden beslissing geraakt worden in schending van zijn gezinscel in België en zal onstuitbaar geconfronteerd worden met de nadelige consequenties van de bestreden beslissing. Verzoeker volhard in zijn belang bij de vernietiging van de bestreden beslissing.

Het nadeel is derhalve ernstig en moeilijk te herstellen.

Deze redenering en motivatie van verwerende partij is echter in strijd met de woorden van de wet, alwaar uitdrukkelijk wordt gesteld dat de bestreden beslissing rekening moet houden met de specifieke omstandigheden om de duur te bepalen, en dat deze duur niet meer (wél minder) dan drie jaar kan/mag bedragen (*RvV nr. 91 251 dd. 9 november 2012 inzake een inreisverbod van maximum 5 jaar*).

Verzoekers verwijzen in het verlengde hiervan naar het arrest RvV dd. 27 februari 2013, nr. 97002, T. Vreemd. 2013, 246: *“De overheid legt onmiddellijk een inreisverbod op en moduleert de duur niet. Daardoor geeft zij impliciet te kennen dat zij geen rekening heeft gehouden met bepaalde omstandigheden die eigen zijn aan het geval. Zij geeft geen blijk van het doorvoeren van een individueel onderzoek. Nochtans moet de DVZ wel een individueel onderzoek voeren gezien artikel 741, 1, eerste lid Vw.”*.

De overweging dat het inreisverbod kan opgeschort of opgeheven worden indien verzoekster voldoet aan de toepassingsvoorwaarden van de gezinshereniging, werd reeds eerder verworpen als voldoende motivering (*RvV 15 januari 2013, nr. 95.142, T. Vreemd. 2013, 247*).

“De DVZ heeft niet uitgelegd waarom het gezinsleven een bevel om het grondgebied te verlaten met inreisverbod van 3 jaar niet verhindert. De duur van het verbod noopt immers toch tot een bijzondere aandacht. Het enig motief over het gezinsleven heeft betrekking op de verwijderingsmaatregel en niet op het inreisverbod. Zelfs als dit motief in overweging zou kunnen worden genomen bij het opleggen van het inreisverbod, kunnen we niet controleren of dit werkelijk is gebeurd. De weg die men voorstelt nl. het aanvragen van een visum gezinshereniging, is in

tegenspraak met de opgelegde maatregel. Op het eerste gezicht, lijkt het erop dat DVZ geen gepaste motivering heeft aangenomen met betrekking tot artikel 8 EVRM”.

De aangevoerde middelen is derhalve ook ernstig en gegrond en verzoeker zal bij de opvolging van de bestreden beslissing geraakt worden in schending van zijn gezinscel en zal onstuitbaar geconfronteerd worden met de nadelige consequenties van de bestreden beslissing.

¹ RvS 26 mei 2009, nr. 193.522, T. Vreemd. 2012, 150;

² RvS 26 mei 2009, nr. 193.522, T. Vreemd. 2012, 150; 22 december 2010, nr. 210.029, T. Vreemd 2011, 31 ; TBP 2011,588; 13 december 2011, nr. 216.837.

³ EHRM 18 oktober 2006, Uner/Nederland, §§ 57 en 58, T. Vreemd. 2007, 62; RW 2008-09, 1530.

⁴ RvS 26 mei 2009, nr. 193.522, T. Vreemd. 2012, 150; 22 december 2010, nr. 210.029, T. Vreemd 2011, 31 ; TBP 2011,588; 13 december 2011, nr. 216.837.

⁵ RvS 19 augustus 1999, nr. 82.119 ».

5. Discussion.

5.1. En ce qui concerne le premier acte attaqué

5.1.1. Sur le moyen unique, il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'applicable lors de la prise de la décision attaquée, « *[s]ans préjudice de dispositions plus favorables contenues dans un traité international, le ministre ou son délégué peut, ou, dans les cas visés aux 1°, 2°, 5°, 9°, 11° ou 12°, le ministre ou son délégué doit donner à l'étranger, qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé : 1°s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 ; [...] ».*

Il convient également de rappeler que l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 15 décembre 1980, a été modifié par la loi du 19 janvier 2012 qui assure la transposition partielle de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

L'article 20 de la même loi du 19 janvier 2012 a inséré, dans la loi précitée du 15 décembre 1980, un article 74/13, libellé comme suit : « *Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné ».*

Par ailleurs, l'article 6.4 de la Directive 2008/115/CE du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2008 prévoit que la partie défenderesse conserve la faculté de privilégier la voie de la régularisation de séjour « *pour des motifs charitables, humanitaires ou autres* », et le considérant 6 de ladite Directive prévoit que « *conformément aux principes généraux du droit de l'Union européenne, les décisions prises en vertu de la présente directive devraient l'être au cas par cas et tenir compte de critères objectifs, ce qui implique que l'on prenne en considération d'autres facteurs que le simple fait du séjour irrégulier* » (en ce sens, CE, n° 232.758 du 29 octobre 2015).

Il résulte de ce qui précède que si la partie défenderesse doit, dans certains cas déterminés à l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, délivrer un ordre de quitter le territoire, à tout ressortissant d'un pays tiers se trouvant sur le territoire belge en séjour irrégulier, cette obligation ne doit pas s'entendre comme s'imposant à elle de manière automatique et en toutes circonstances. Ainsi, à supposer que l'étranger séjourne de manière irrégulière sur le territoire, le caractère irrégulier du séjour ne saurait en tout état de cause suffire à lui seul à justifier la délivrance d'un ordre de quitter le territoire sans que d'autres éléments soient pris en compte.

Il s'ensuit que la partie défenderesse n'est pas dépourvue en la matière d'un certain pouvoir d'appréciation.

5.1.2. En l'espèce, en ce que la partie requérante reproche à la partie défenderesse d'avoir adopté l'acte attaqué alors qu'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 était pendante, le Conseil relève à la lecture du dossier administratif que la partie défenderesse a déclaré ladite demande irrecevable en date du 19 septembre 2019, soit postérieurement à cet acte attaqué.

A ce sujet, il convient de rappeler que l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne saurait, compte tenu de la lettre et de l'esprit de cette disposition, être interprété comme conférant à l'intéressé un quelconque droit de séjour pendant l'examen de sa demande, dont l'objet est précisément l'obtention du droit de séjour qui lui fait défaut. Par ailleurs, si l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 n'a pas pour effet d'entraver la mise en œuvre des pouvoirs de police conférés par l'article 7 de la même loi, il n'en demeure pas moins que la partie défenderesse est tenue par les obligations générales de motivation formelle et de bonne administration qui lui incombent lorsqu'elle prend une décision administrative individuelle, et ainsi, notamment, de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents qui sont portés à sa connaissance au moment où elle statue (en ce sens, *mutatis mutandis*, au sujet de l'ancien article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, arrêt CE n° 196.577 du 01.10.2009). Dans l'hypothèse où il n'aurait pas déjà été statué sur une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, avant la prise de la mesure d'éloignement du territoire contestée, il appartiendrait dès lors en principe à la partie défenderesse de démontrer qu'elle a effectivement eu égard auxdits éléments et ce, au travers de la motivation formelle de ladite mesure (en ce sens, arrêt CE n° 225.855 du 17 décembre 2013).

5.1.3. S'il ressort de la motivation de l'acte attaqué que la partie défenderesse a tenu compte de certains aspects de la situation personnelle de la partie requérante, en les analysant sous l'angle de l'article 8 de la CEDH, elle n'a en tout état de cause pas tenu compte d'un argument essentiel de la partie requérante, qui a trait à son long séjour et à son intégration en tant que circonstance exceptionnelle empêchant un retour dans son pays d'origine et justifiant la régularisation de son séjour.

Le Conseil observe en effet qu'en indiquant que les attaches nouées durant son séjour en Belgique « ne dispensent pas » la partie requérante « d'entrer et de séjourner légalement sur le territoire », la partie défenderesse s'est en réalité abstenue de répondre à cet argument spécifique.

Bien que la partie défenderesse se soit finalement prononcée sur cette question par la décision d'irrecevabilité susmentionnée, le Conseil ne peut que constater qu'il s'agit d'une circonstance postérieure à l'acte attaqué, qui laisse subsister celui-ci alors même que rien ne permet d'affirmer que la partie défenderesse aurait adopté un même acte, à savoir un ordre de quitter le territoire sans délai comme en l'espèce, si elle avait examiné cet argument tenant à une circonstance exceptionnelle invoquée à l'appui de la recevabilité de sa demande.

Le Conseil estime que la partie requérante justifie dès lors d'un intérêt à cet aspect de son moyen, qui conduit à l'annulation du premier acte attaqué.

5.1.4. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

5.2. En ce qui concerne le deuxième acte attaqué

5.2.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'article 74/11, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, est libellé comme suit :

« § 1er. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants :

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou;

2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque :

1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour;

2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume.

La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale ».

5.2.2. Le second acte attaqué consiste en une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans, prise sur la base de l'article 74/11, §1^{er}, alinéa 2, 1° et 2°, de la loi du 15 décembre 1980, en raison respectivement, de l'absence de délai accordé pour le départ volontaire tenant au risque de fuite et du non-respect d'une mesure préventive qui résulte du premier acte attaqué, et du défaut d'exécution d'une décision d'éloignement antérieure.

5.2.3. Indépendamment même de l'annulation de l'ordre de quitter le territoire sans lequel l'interdiction d'entrée attaquée ne pourrait exister, le Conseil relève que la partie requérante reproche notamment à la partie défenderesse d'avoir adopté une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans sans prendre en considération l'ensemble des éléments de la cause, et ainsi ceux invoqués à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, ne tenant au demeurant pas compte de l'existence de celle-ci. Force est également de constater que la partie défenderesse s'est limitée, s'agissant du long séjour de la partie requérante invoqué à l'appui de cette demande, d'indiquer que « *Les attaches sociales nouées durant la longueur de son séjour sur le territoire ne le dispensent pas d'entrer et de séjourner légalement sur le territoire* » ainsi qu'à une conclusion de non-violation de l'article 8 de la CEDH, ce qui ne témoigne pas d'une réelle prise en considération de ces éléments dans la fixation de la durée de deux ans de l'interdiction d'entrée.

5.2.4. Il résulte des constats qui précèdent que le moyen unique dirigé à l'encontre du deuxième acte attaqué est fondé, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980, ce qui doit conduire à l'annulation du second acte entrepris.

5.3. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen unique qui, à les supposer fondés, ne pourraient conduire à une annulation aux effets plus étendus.

6. Débats succincts.

6.1. Les recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur les recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur les demandes de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

Les causes enrôlées sous les numéros X et X sont jointes.

Article 2

L'ordre de quitter le territoire du 4 septembre 2019 est annulé.

Article 3

L'interdiction d'entrée du 4 septembre 2019 est annulée.

Article 4

Le recours enrôlée sous le numéro X est irrecevable en ce qu'il est dirigé contre la décision de maintien dans un lieu déterminé.

Article 5

Il n'y a plus lieu de statuer sur les demandes de suspension.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept décembre deux mille vingt et un par :

Mme M. GERGEAY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY